



QUELLES ÉVALUATIONS DES POLITIQUES PUBLIQUES POUR QUELLES UTILISATIONS ?

Annexe 3

Liste des évaluations d'impact *ex post* associées aux lois

Auteur

Adam Baiz

Avec la contribution de

Mathilde Guyot, Marianne Lewandowski et Achille Suty





ANNEXE 3

LISTE DES ÉVALUATIONS D'IMPACT *EX POST* ASSOCIÉES AUX LOIS

Cette troisième annexe liste les évaluations d'impact *ex post* portant sur chacune des lois. Les lois sans aucune évaluation sont listées dans un second temps. N'ont été retenues que les évaluations : (a) mettant la politique publique (portée par la loi) au cœur de l'exercice évaluatif ; (b) mobilisant des données *ex post* ; (c) et visant à émettre un jugement de valeur argumenté sur l'impact de la loi elle-même et non sa seule application formelle. Pour rappel, certaines évaluations *ex post* ont été écartées, en particulier :

- les évaluations publiées récemment. Certaines ont toutefois pu être rattrapées juste avant la publication de ce présent rapport ;
- les évaluations ne portant que marginalement ou indirectement sur une loi ou traitant son impact dans un contexte très particulier ;
- les travaux ne mobilisant pas substantiellement de données *ex post* ou consistant essentiellement à établir une revue de littérature d'évaluations existantes ;
- éventuellement des évaluations confidentielles, en cours ou non publiées.

Lois (hors lois de finances)

Loi évaluée	Évaluations
Loi n° 2008-3 du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs	<i>Rapport au Parlement sur l'impact de l'article 17 de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au bénéfice des consommateurs</i> , ARCEP, juillet 2010
Loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi	<i>Pôle emploi et la réforme du service public de l'emploi : bilan et recommandations</i> , avis du Conseil économique, social et environnemental présenté par D. Jamme, rapporteur au nom de la section du travail et de l'emploi, 2011
Loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail	« Hiring young, unskilled workers on subsidized open-ended contracts: A good integration programme? », M. Roger et P. Zamora, <i>Oxford Review of Economic Policy</i> , vol. 27(2), été 2011, p. 380-339 « Quels salariés parviennent à négocier leur indemnité de rupture conventionnelle ? », A. Bouvier, <i>Dares Analyses</i> , n° 6, janvier 2018
Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie	<i>Rapport d'information n° 174 fait au nom du groupe de travail sur l'application de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, constitué de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire</i> , par É. Lamure, Sénat, décembre 2009
Loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail	<i>Rapport sur l'application des dispositions de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 relative à la démocratie sociale et de la loi n° 2010-1215 du 15 octobre 2010 les complétant</i> , Commission nationale de la négociation collective, 16 décembre 2013
Loi n° 2008-790 du 20 août 2008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire	<i>La mise en place du droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire, institué par la loi n° 2008-790 du 20 août 2008</i> , rapport IGEN/IGAENR, 2012.
Loi n° 2008-1249 du 1 ^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion	Comité national d'évaluation du RSA, rapport de 2009 Comité national d'évaluation du RSA, rapport de 2010 Comité national d'évaluation du RSA, rapport de 2011 Comité national d'évaluation du RSA, rapport final, 2013 « Aides sociales locales, revenu de solidarité active (RSA) et gains du retour à l'emploi », D. Anne et Y. L'Horty, <i>Économie et Statistique/Economics and Statistics</i> , n° 429-430, 2009, p. 129-157 « L'effet du RSA sur l'équilibre du marché du travail », F. Mikel et V. Remy, Document d'étude n° 148, 2009 « Le RSA : redistribution vers les travailleurs pauvres et offre de travail », G. Allègre, <i>Revue de l'OFCE</i> , vol. 118(3), août 2011

	« Évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA) sur l'offre de travail », p. Briard et O. Sautory, 2012, Document d'études n° 171, Dares, 2012
	<i>Évaluation du dispositif d'accompagnement des contrats aidés</i> , rapport final pour la Commission européenne par le cabinet « Conseil Développement Innovation », 2012
	<i>Le revenu de solidarité active ou l'avènement des droits incitatifs</i> , E. Serverin et B. Gomel, 2012, Centre d'études pour l'emploi, Document de travail
	« Le RMI, puis le RSA découragent-ils certains jeunes de travailler ? », O. Bargain et A. Vicard, <i>Insee Analyses</i> , n° 6, septembre 2012
	« Recrutements en contrat aidé », É. Mouglin et M. Rey, <i>Dares Analyses</i> , n° 58, août 2015
	« Les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir en 2014 », M. Rey, <i>Dares Résultats</i> , n° 64, septembre 2015
	« Les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir », E. Castelain, <i>Dares Résultats</i> , n° 76, novembre 2017
	<i>Effets des contrats aidés non marchands sur l'insertion professionnelle et les conditions de vie : Une évaluation à partir du Panel CUI 2014-2019</i> , C.-L. Dubost et A. Farges, Dares, 2021
	<i>Le revenu de solidarité active</i> , rapport public, Cour des comptes, janvier 2022
Loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision	<i>Rapport d'information n° 572 fait au nom de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois sur la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009, relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision</i> , par D. Assouline et J. Legendre, Sénat, mai 2012
Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion	<i>Hébergement des personnes en difficulté : sortir de la gestion de crise</i> , 15 ^e rapport du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées, juin 2009
	<i>L'an II du Dalo. Priorité à la bataille de l'offre</i> , troisième rapport du comité de suivi de la loi Dalo, octobre 2009
	<i>La politique publique de l'hébergement des personnes sans domicile</i> , Cour des comptes, rapport d'évaluation, 2011
	<i>Évaluation du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) - Mission de cadrage</i> , J.-P. Decourcelle et P. Schmit, CGEDD, décembre 2012
	<i>L'effectivité du droit au logement opposable. Mission d'évaluation dans 14 départements</i> , rapport de M.-A. Carlotti, présidente du Haut Comité pour le logement des Personnes défavorisées et du Comité de suivi de la loi Dalo au ministre du Logement et de l'Habitat durable, décembre 2016
	<i>Pour un plan national d'accès au droit et de lutte contre le non-recours. Bilan 2008-2019</i> , Comité de suivi de la loi Dalo, novembre 2020

Loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet	<p><i>Rapport annuel d'activité</i>, Hadopi, 2010</p> <p>« The Effect of Graduated Response Anti-Piracy Laws on Music Sales: Evidence from an Event Study in France », B. Danaher, M. D. Smith, R. Telang et S. Chen, <i>The Journal of Industrial Economics</i>, vol. 62(3), septembre 2014, p. 541-553</p> <p>« La réponse graduée de l'Hadopi a-t-elle eu des effets sur le piratage de musique et de films : Une étude empirique des pratiques de consommation en ligne », É. Darmon, S. Dejean et T. Pénard, <i>Revue économique</i>, vol. 67(2), mars 2016, p. 181-206</p>
Loi n° 2009-833 du 7 juillet 2009 portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants	<p>« Recommandations suite au bilan de la mise en place de la première année commune aux études de santé (PACES) », circulaire DGESIP A-MFS n° 2012-0272, 2012</p>
Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	<p><i>Rapport au Parlement - Comité d'évaluation de la réforme de la gouvernance des établissements publics de santé institué par l'article 35 de la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires</i>, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, juillet 2011</p> <p><i>Rapport d'information n° 400 fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales sur les agences régionales de santé</i>, par J. Le Menn et A. Milon, Sénat, février 2014</p>
Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement	<p>« Bilan du Grenelle de l'environnement pour un nouvel élan », avis du Conseil économique, social et environnemental présenté par P. Crosemarie, rapporteure au nom de la commission temporaire, novembre 2010</p> <p><i>Rapport d'évaluation du Grenelle de l'environnement</i>, Comité d'évaluation du Grenelle Environnement et par le cabinet Ernst and Young, novembre 2010</p> <p>« Impacts macroéconomiques du Grenelle de l'Environnement », DG Trésor, Document de travail n° 2010/06, décembre 2010</p> <p><i>La mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat</i>, Cour des comptes, rapport, décembre 2013</p>
Loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique	<p><i>Le service civique. Une ambition forte, une montée en charge à maîtriser</i>, Cour des comptes, rapport public annuel, février 2014</p> <p>« Service civique : quel bilan ? Quelles perspectives ? », Conseil économique, social et environnemental, J. Blanchet et J.-F. Serres, mai 2017</p> <p><i>Rapport d'activité 2017</i>, Agence du service civique, ministère de l'Éducation nationale, 2018</p> <p>« Chapitre IV – Le service civique : une montée en charge réussie, un dispositif mal financé aux effets mal connus », Cour des comptes, dans <i>Rapport public annuel 2018</i>, t. II, <i>Le suivi des recommandations</i>, février 2018</p>

	<i>Évaluation du service civique. Résultats de l'enquête sur les parcours et les missions des volontaires</i> , Q. Francou, INJEP, notes & rapports, rapport d'étude, 2021
Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne	<p><i>Ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne. Rapport d'évaluation du gouvernement – Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010</i>, octobre 2011</p> <p><i>Rapport du CSA au Parlement relatif aux conséquences de la publicité en faveur des jeux d'argent et de hasard</i>, Conseil supérieur de l'audiovisuel, octobre 2011</p> <p><i>La régulation des jeux d'argent et de hasard. Enquête demandée par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale</i>, Cour des comptes, octobre 2016</p> <p><i>Rapport d'information n° 4456 par le comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques sur l'évaluation de la régulation des jeux d'argent et de hasard</i>, par R. Juanico et J. Myard, Assemblée nationale, février 2017</p>
Loi n° 2010-625 du 9 juin 2010 relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels	« Les maisons d'assistants maternels (MAM) : opportunité et complexité du renouveau de l'activité d'assistant maternel », É. Alberola, Crédoc, cahier de recherche n° 318, décembre 2014
Loi n° 2010-737 du 1 ^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation	<i>Rapport d'information n° 602 fait au nom de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois sur l'application de la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010, portant réforme du crédit à la consommation</i> , par M. Dini et A.-M. Escoffier, Sénat, juin 2012
Loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	« Évaluation de la réforme des infirmiers diplômés d'État sur les dynamiques de carrière et la retraite : une approche par microsimulation », C. Dorin, A. Marino, S. Rabaté et L. Soulat, <i>Économie et Prévision</i> , n° 218, 2021, p. 23-43
Loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants	<i>Rapport du groupe de travail consacré au suivi de la loi du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples, et aux incidences de ces dernières sur les enfants</i> , Conseil national de l'aide aux victimes, juin 2012
Loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites	<p>« Réforme des retraites en France : évaluation de la mise en place d'un système par comptes notionnels », X. Chojnicki, et R. Magnani, <i>Économie et Prévision</i>, vol. 200-201(2-3), 2012, p. 69-90</p> <p>« Impact de la réforme des retraites de 2010 sur l'activité des seniors en France (Version provisoire) », S. Rabaté et J. Rochut, Conseil d'orientation des retraites, Document n° 11, 2016</p> <p>« The French Pension Reforms and their Impact on Unemployed Older Workers », K. Charni, Hal Online, 2016</p>

	<p>« Une évaluation des réformes des retraites : quelle sensibilité des résultats aux hypothèses ? », C. Brossard, J.-B. Oliveau, N. Grave et J. Couhin, <i>Retraite et société</i>, vol. 74(2), 2016, p. 79-115</p> <p>« Les réformes des retraites de 2010 à 2015. Une analyse détaillée de l'impact pour les affiliés et pour les régimes », C. Duc, H. Martin et J. Tréguier, <i>Les Dossiers de la Drees</i>, n° 9, décembre 2016</p> <p>« La réforme des retraites de 2010 : quel impact sur l'activité des seniors ? », Y. Dubois et M. Koubi, <i>Économie et Prévision</i>, vol. 211-212(2-3), 2017, p. 61-90</p> <p>« Les réformes des retraites conduites en France depuis 2010 : quels effets sur les inégalités inter et intra générationnelles ? », C. Duc, H. Martin et J. Tréguier, <i>Économie et Prévision</i>, n° 213, 2018, p. 85-120</p> <p>« Employment and substitution effects of raising the statutory retirement age in France », S. Rabaté et J. Rochut, <i>Journal of Pension Economics and Finance</i>, vol. 19(3), 2019, p. 293-308</p>
Loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité	<p><i>Rapport d'évaluation du dispositif d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) et avis sur un décret relatif aux tarifs réglementés de vente (TRV) de l'électricité</i>, Autorité de la Concurrence, février 2016</p> <p>« Évaluation du dispositif ARENH entre 2011 et 2015 », Commission de régulation de l'énergie, janvier 2018</p> <p><i>Évaluation du dispositif ARENH entre 2011 et 2017</i>, rapport ARENH, janvier 2018</p>
Loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle	<p><i>Vers un égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles : la part des femmes dans les conseils d'administration et de surveillance. Rapport intermédiaire d'évaluation de la mise en œuvre des lois du 27 janvier 2011 et du 12 mars 2012</i>, Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, février 2016</p> <p><i>La parité dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance des établissements publics et des entreprises de la sphère publique</i>, rapport remis au ministre de l'Action et des Comptes publics et à la secrétaire d'État chargée de l'Égalité femmes-hommes auprès du Premier ministre, par C. Montalcino, E. Roue, I. Amaglio-Terisse et F. Helvin, Contrôle général économique et financier, juillet 2017</p>
Loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge	<p><i>Rapport d'information n° 4486 par la commission des affaires sociales en conclusion des travaux de la mission d'évaluation de la loi n° 2013-869 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge</i>, par D. Robiliard et D. Jacquat, Assemblée nationale, février 2017</p>
Loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique	<p><i>Rapport au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'évaluation de l'application de</i></p>

	<i>la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique</i> , par J.-F. Eliaou et A. Delmont-Koropoulos, octobre 2018
Loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels	<p><i>Le contrat de sécurisation professionnelle : Premier bilan d'un dispositif individualisé de retour à l'emploi et d'accès à la formation, analyses et préconisations</i>, IGAS, 2013</p> <p>« Le contrat de sécurisation professionnelle favorise-t-il la reprise d'emploi des licenciés économiques qui y adhèrent ? », O. Boum Galiana, C. Charozé et C. Goarant, <i>Dares Analyses</i>, n° 20, mars 2017</p> <p><i>Bilan du CSP : une efficacité accrue vers l'emploi</i>, Unédic, 2019</p> <p>« Les salariés licenciés pour motif économique. Le contrat de sécurisation professionnelle de 2015 a-t-il accéléré le retour à l'emploi durable de ses bénéficiaires ? », J. Ghrairi, <i>Dares Analyses</i>, n° 1, janvier 2020</p> <p>« Contrat de sécurisation professionnelle : amélioration du retour à l'emploi à 18 mois pour les adhérents entrés mi-2018 », J. Ghrairi, <i>Dares Focus</i>, n° 39, juillet 2021</p>
Loi n° 2011-939 du 10 août 2011 sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs	<p><i>Rapport à Madame la garde des Sceaux, ministre de la Justice sur l'expérimentation des citoyens assesseurs dans les ressorts des cours d'appel de Dijon et Toulouse</i>, X. Salvat et D. Boccon-Gibod, Cour de cassation, février 2013</p> <p>« Does introducing lay people in criminal courts affect judicial decisions? Evidence from French reform », A. Philippe, <i>International Review of Law and Economics</i>, vol. 52, octobre 2017, p. 1-15</p>
Loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel	<i>Rapport d'information n° 4233 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république, sur l'évaluation de la loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel</i> , par P. Crozon et G. Geoffroy, Assemblée nationale, novembre 2016
Loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir	<p>« Les jeunes sortant d'emploi d'avenir non marchand. Quelle insertion dans l'emploi six mois après ? », N. Lagarde, <i>Dares Analyses</i>, n° 19, mars 2017</p> <p>« Évaluation du dispositif de formation "Emplois d'avenir" », CNFPT, <i>Les synthèses de l'évaluation</i>, n° 8, avril 2017</p> <p>« Les synthèses de l'évaluation. Évaluation du dispositif de formation "emploi d'avenir" », Centre national de la fonction publique territoriale, avril 2017</p> <p>« Les emplois d'avenir : quels partenariats entre employeurs et missions locales pour quels parcours d'insertion des jeunes ? », N. Favarque et M. Recoules, <i>Travail et Emploi</i>, n° 163, mars 2020, p. 105-132</p> <p>« Quel bilan dresser des emplois d'avenir ? », M. Borel et A.-S. Pichavant, <i>Dares Analyses</i>, n° 37, juillet 2021</p>
Loi n° 2012-1442 du 24 décembre 2012 visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de	<i>Rapport du gouvernement au Parlement relatif aux substituts au Bisphénol</i> , Gouvernement, 2014

l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A	
Loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social	<i>Évaluation de l'impact de la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement sur les établissements publics de santé</i> , J.-L. Bonnet, J. Clerc, J. Coutard, p. Deprost, C. Romano et J.-L. Héлары, IGAS/IGF/CGEDD, octobre 2013
Loi n° 2013-185 du 1 ^{er} mars 2013 portant création du contrat de génération	« Le contrat de génération : une occasion manquée pour la transmission professionnelle ? », A. Jolivet et J. Thébault, <i>La Revue de l'Ires</i> , n° 80, 2014, p. 105-125 <i>Rapport public annuel</i> , t. I, <i>Le contrat de génération : les raisons d'un échec</i> , Cour des comptes, 2016
Loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes	<i>Rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'expérimentation pour une tarification sociale de l'eau</i> , Comité national de l'eau, avril 2017
Loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports	<i>La logistique en France. État des lieux et pistes de progrès</i> , rapport du comité scientifique Savy, secrétariat d'État aux Transports, à la Mer et à la Pêche, mars 2015
Loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi	<i>Bilan de la loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 au 3 avril 2015</i> , ministère du Travail et de l'Emploi, avril 2015 « Une simulation sur un modèle d'appariement : l'impact de l'article 4 de l'ANI de 2013 sur la segmentation du marché du travail », C. Berson et N. Ferrari, <i>Économie et Prévision</i> , n° 211-212, 2017, p. 115-137
Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République	« L'expérimentation d'une nouvelle procédure d'orientation en fin de collège », R. Verdon, p. Bessonneau et O. Cosnefroy, note d'information, DEPP, n° 2015-47, 2015 « Les collèges connectés : une utilisation plus fréquente des outils numériques par les élèves, associée à une évolution des pratiques pédagogiques des enseignants », J. Benhaïm-Grosse, S. Moreauet et P. Bessonneau, note d'information, DEPP, n° 2016-02, 2016 <i>Loi de refondation de l'école. Rapport annuel au Parlement</i> , Comité de suivi, 2016 « Les organisations du temps scolaire à l'école issues de la réforme de 2013 : quels effets observés ? », F. Alluin, T. Augereau, P. Bessonneau et al., <i>Les Dossiers de la DEPP</i> , n° 207, juin 2017

	« Évaluation multidimensionnelle de l'impact de l'utilisation d'équipements numériques mobiles sur les apprentissages des élèves. Premiers résultats du plan numérique de 2015 », G. Azmat, D. Fougère et C. Lobut, Document de travail – série « Études », n° 2021-E01, 2021
Loi n° 2013-1118 du 6 décembre 2013 autorisant l'expérimentation des maisons de naissance	« Évaluation de l'expérimentation des maisons de naissance », Haute Autorité de santé, 2014 <i>Rapport d'étude sur la qualité des soins prodigués en maisons de naissance</i> , CNRS/INSERM, 2019
Loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites	« Une évaluation des réformes des retraites : quelle sensibilité des résultats aux hypothèses ? », C. Brossard, J.-B. Oliveau, N. Grave et J. Couhin, <i>Retraite et Société</i> , vol. 74(2), 2016, p. 79-115 « Les réformes des retraites de 2010 à 2015. Une analyse détaillée de l'impact pour les affiliés et pour les régimes », C. Duc, H. Martin et J. Tréguier, <i>Les Dossiers de la Drees</i> , n° 9, décembre 2016 « La réforme des retraites de 2010 : quel impact sur l'activité des seniors ? », Y. Dubois et M. Koubi, <i>Économie et Prévision</i> , vol. 211-212(2-3), 2017, p. 61-90 « Les réformes des retraites conduites en France depuis 2010 : quels effets sur les inégalités inter et intra générationnelles ? », C. Duc, H. Martin et J. Tréguier, <i>Économie et Prévision</i> , n° 213, 2018, p. 85-120
Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine	<i>Rapport de l'ONPV</i> , ONPV, 2015 <i>Rapport de l'ONPV</i> , ONPV, 2016 <i>Rapport de l'ONPV</i> , ONPV, 2018 <i>Rapport de l'ONPV</i> , ONPV, 2019 <i>L'évaluation de l'attractivité des quartiers prioritaires : une dimension majeure de la politique de la ville</i> , rapport d'évaluation, Cour des comptes, 2020
Loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale	<i>Rapport 2017 sur le suivi et la mise en œuvre du Conseil en évolution professionnelle (CEP) et du Compte personnel de formation (CPF)</i> , CNEFOP, 2017
Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové	<i>Réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement pour les logements neufs destinés à la location meublée non professionnelle : dispositif Censi-Bouvard</i> , Gouvernement, rapport d'évaluation n° ETLL1526004X, octobre 2015 « Les aides de l'État à l'accession à la propriété », Cour des comptes, Enquête évaluative, 2016 <i>Rapport d'information n° 4401 par la commission des affaires économiques sur la mise en application des titres I^{er} et II de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové</i> , par D. Goldberg et J.-M. Tétart, Assemblée nationale, janvier 2017

Loi n° 2014-384 du 29 mars 2014 visant à reconquérir l'économie réelle	« The Capital Market Consequences of Tenure-Based Voting Rights: Evidence from the Florange Act », T. Bourveau, F. Brochet et A. Garel, 2021
Loi n° 2014-744 du 1 ^{er} juillet 2014 permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique	<i>Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) et les coopératives d'activité et d'emploi (CAE)</i> , L. de Crevoisier, C. Chaffard, C. Branchu, A. Muscatelli et H. Pelosse, rapport, IGF/IGA, 2021
Loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire	« La mise en œuvre de la réforme ferroviaire : état des lieux du régulateur », ARAFER, étude thématique, octobre 2016 <i>L'avenir du transport ferroviaire</i> , rapport au Premier ministre, mission conduite par J.-C. Spinetta, février 2018 <i>Les gares ferroviaires de voyageurs</i> , rapport de la Cour des comptes, avril 2021
Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes	<i>Évaluation de l'article 14. Rapport de la Mission d'évaluation du congé parental d'éducation et de la prestation partagée d'éducation de l'enfance (PreParE)</i> , IGAS, avril 2019 « Évaluation de l'article 27, VIII : Évaluation de l'expérimentation de la garantie contre les impayés de pension alimentaire (Gipa) », Cnaf/Fors-Recherche sociale, <i>Dossier d'étude</i> , n° 207, 2019
Loi n° 2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales	« Vers une nouvelle justice ? Observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale et à la libération sous contrainte », recherche réalisée sous la coordination de C. Mouhanna, réalisée avec le soutien de la mission de recherche Droit et Justice, septembre 2017
Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt	<i>Suivi des ventes de médicaments vétérinaires contenant des antibiotiques en France en 2017</i> , rapport annuel, ANSES, 2018
Loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques	<i>Rapport au Parlement sur l'électro-hypersensibilité en application de l'article 8 de la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques</i> , ministère de la Transition écologique et solidaire, ministère des solidarités et de la Santé et ministère du Travail, octobre 2019
Loi n° 2015-433 du 17 avril 2015 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse	<i>Rapport d'information n° 861 par la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur l'évaluation de la loi n° 2015-433 du 17 avril 2015 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse</i> , par L. Garcia et G. Paulangevin, Assemblée nationale, avril 2018
Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques	« Conclusions de la Commission d'étude des effets de la loi pour la croissance et l'activité par France Stratégie », France Stratégie, 2015 <i>Rapport d'information n° 1454 par la mission d'information commune sur l'évaluation de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron »</i> , t. I, Assemblée nationale, novembre 2018

Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République	<p><i>Rapport d'information n° 2539 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en conclusion des travaux d'une mission d'information, sur l'évaluation de l'impact de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), par B. Questel, Assemblée nationale, décembre 2019</i></p>
	« L'accès aux services publics dans les territoires ruraux », Cour des comptes, enquête évaluative, 2019
Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte	« Les politiques publiques de lutte contre la pollution de l'air », Cour des comptes, enquête évaluative, 2015
	<p><i>Rapport d'information n° 452 fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur l'évaluation de la stratégie nationale de recherche en énergie, par A.-Y. Le Dain et B. Sido, Sénat, mars 2017</i></p>
	« La généralisation du chèque énergie et la fin des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité, commentaire du rapport "Évaluation de l'expérimentation du chèque énergie" », R. Lanneau, CRDP - Centre de recherches sur le droit public (UPN), 2018
	« Le chèque énergie : un dispositif qui contribue à réduire la précarité énergétique », M. Clément, V. Marcus et C. Parent, <i>Théma Essentiel</i> , ministère de la Transition écologique, 2021
	« Évaluation macroéconomique de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC2) avec le modèle ThreeME », G. Callonnec et R. Cancé, Document de travail, ministère de la Transition écologique, 2022
Loi n° 2015-1267 du 14 octobre 2015 relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre	« Bilan du passage à la TNT HD », ANFR, 2016
Loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale	<p><i>Rapport d'information n° 1634 par la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur l'évaluation de la loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale, par M. Minot et B. Sorre, Assemblée nationale, février 2019</i></p>
Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement	Évaluation de la mise en œuvre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement pour le volet domicile, rapport, IGAS/IGA, septembre 2017
	« Effets du temps partiel sur la conciliation des temps sociaux des aidants », A. Cheneau, <i>Économie et Prévision</i> , n° 216, 2019, p. 65-89
	« Formal Home Care, Informal Support and Caregiver Health: Should Other People Care? », S. Juin, <i>Économie et Prévision</i> , n° 216, 2019, p. 91-114

Loi n° 2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie	<i>Rapport de l'évaluation de l'application de la loi du 2 février 2016 sur la fin de vie</i> , IGAS, avril 2018
Loi n° 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire	<i>Rapport d'information n° 2025 par la commission des affaires économiques sur l'évaluation de la loi n° 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire</i> , par G. Melchior et G. Garot, Assemblée nationale, juin 2019
Loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (suivie de la loi suivante : loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée »)	<i>L'évaluation économique de l'expérimentation visant à résorber le chômage de longue durée (ETCLD)</i> , A. Perrot, G. Lallemand-Kirche, F. Allot, rapport, IGF/IGAS, octobre 2019 <i>Rapport d'analyse de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée</i> , ministère du Travail, novembre 2019 <i>Rapport intermédiaire du comité scientifique</i> , présidé par O. Bouba-Olga, novembre 2019 <i>Expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. Rapport final du comité scientifique</i> , présidé par O. Bouba-Olga, avril 2021
Loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs	Expérimentation de l'emploi des caméras mobiles par les agents de police municipale, rapport d'évaluation, ministère de l'Intérieur, juin 2018
Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées	<i>Évaluation de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées</i> , V. Gervais, P. Loulergue, P. Willaert, A. Puccinelli, P. Steinmetze et C. Gay, rapport, IGAS/IGA/IGJ, décembre 2019
Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine	<i>Rapport d'information n° 2253 par la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur l'évaluation de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine</i> , par E. Anthoine et R. Gérard, Assemblée nationale, septembre 2019
Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	<i>Impact environnemental et économique des activités d'exploration ou d'exploitation des ressources minérales marines</i> , rapport, CGEDD/CGE, décembre 2017
Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels	<i>Rapport intermédiaire d'évaluation de la Garantie jeunes</i> , Comité scientifique en charge de l'évaluation de la Garantie jeunes, novembre 2016 <i>Rapport final d'évaluation de la Garantie jeunes</i> , Comité scientifique en charge de l'évaluation de la Garantie jeunes, février 2018

	« Résultats de l'évaluation quantitative de la Garantie jeunes. Quels publics, quels accompagnements et quelles trajectoires des bénéficiaires ? », M. Gaini, M. Guillerm, S. Hilary, E. Vamat et P. Zamora, <i>Travail et Emploi</i> , n° 153, janvier-mars 2018, p. 67-88
	« La Garantie jeunes : quels jeunes et quel bilan après cinq ans », M. Guillerm et S. Hilary, <i>Dares Analyses</i> , n° 18, avril 2019
Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique	<i>Mission de suivi du plan d'accompagnement du passage au numérique de l'édition scientifique</i> , Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, Inspection générale des bibliothèques, Inspection générale des affaires culturelles, mars 2017 (recommandations à destination du comité de suivi ci-dessous)
	<i>L'Édition scientifique de revues : plan de soutien et évaluation des effets de la loi du 7 octobre 2016</i> , rapport du comité de suivi de l'édition scientifique au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et au ministre de la Culture, par D. Renoult, décembre 2019
Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique	« Quatre ans après l'adoption de la loi Sapin II : quel bilan ? » analyse et recommandations prioritaires de Transparency International France, février 2021
Loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat	<i>Le téléservice Trouvermonmaster.gouv.fr. Un outil – trois finalités</i> , rapport remis au Parlement en application des dispositions de l'article 1 ^{er} – II de la loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat, avril 2021
Loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne	<i>Rapport d'information n° 635 fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (1) sur l'application de la loi Montagne II</i> , par C. Pellevat, Sénat, juillet 2019
	<i>Rapport d'information n° 2735 par la commission des affaires économiques sur l'évaluation de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne</i> , par M.-N. Battistel et F. Lardet, Assemblée nationale, mars 2020
Loi n° 2017-261 du 1 ^{er} mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs	<i>Rapport d'information n° 3229 par la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur l'évaluation de la loi n° 2017-261 du 1^{er} mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs</i> , par R. Juanico et C. Roussel, Assemblée nationale, juillet 2020
Loi n° 2017-347 du 20 mars 2017 relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse	<i>Rapport d'information n° 3343 fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG)</i> , par M.-N. Battistel et C. Muschotti, Assemblée nationale, septembre 2020

Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre	<i>Évaluation de la mise en œuvre de la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre</i> , A. Duthilleul et M. de Jouvenel, Conseil général de l'économie, 2017
Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement	<i>Rapport du Gouvernement au Parlement sur les pistes de modulation des garanties publiques pour le commerce extérieur</i> , Gouvernement, 2019
Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants	<i>Rapport du comité de suivi de la loi Orientation et Réussite des Étudiants</i> , par A. Braquelaire, remis au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, octobre 2019 <i>Un premier bilan de l'accès à l'enseignement supérieur dans le cadre de la loi orientation et réussite des étudiants</i> <i>Communication au comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale</i> , rapport, Cour des comptes, février 2020
Loi n° 2018-703 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes	<i>Rapport d'évaluation de la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes</i> , A. Louis, ministère de la Justice, décembre 2020
Loi n° 2018-701 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés	<i>Rapport d'information n° 4434 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'évaluation de l'impact de la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés</i> , par N. Pouzyreff et R. Reda, septembre 2021
Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	« Inégalités femmes-hommes au sein des entreprises : que mesure l'index de l'égalité professionnelle ? », T. Breda, P. Dutronc-Postel, J. Sultan et M. Tô , <i>Les notes de l'IPP</i> , n° 52, mars 2020 <i>Étude sur la mise en œuvre de l'Index de l'égalité professionnelle femmes-hommes</i> , Dares, rapport d'études n° 22, novembre 2021 « Index de l'égalité professionnelle : quel bilan depuis son entrée en vigueur ? », <i>Dares Analyses</i> , n° 68, novembre 2021 <i>Rapport d'information n° 4922 par la commission des affaires sociales sur l'évaluation de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel</i> , par C. Fabre et G. Cherpion pour le titre I, S. Maillard et J. Aviragnet pour le titre II, C. Grandjean et M. de Vaucouleurs pour le titre III, Assemblée nationale, janvier 2022

Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous	<i>Rapport du gouvernement au Parlement sur les impacts budgétaires induits par l'application des règles prévues aux articles L.230-5-1 à L.230-5-5 du code rural et de la pêche maritime concernant la qualité des approvisionnements en restauration collective</i> , F. Gerster et M.-L. Molinier, CGAAER, octobre 2019
	<i>Rapport d'information n° 5109 par la commission des affaires économiques sur l'évaluation de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite « loi EGALIM »)</i> , par G. Besson-Moreau, J.-B. Moreau, J. Nury et D. Potier, Assemblée nationale, février 2022
Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	<i>Rapport d'information n° 5121 par la commission des affaires économiques sur l'évaluation de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite « loi ELAN »)</i> , par T. Bazin, C. Dubos, J.-L. Lagleize et R. Lioger, Assemblée nationale, février 2022
Loi n° 2019-180 du 8 mars 2019 visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli	<i>Rapport d'information n° 3354 par la commission des affaires sociales sur l'évaluation de la loi n° 2019-180 du 8 mars 2019 visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli</i> , par P. Christophe, Assemblée nationale, septembre 2020
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises	<i>Premier rapport du comité de suivi et d'évaluation de la loi Pacte, France Stratégie</i> , septembre 2020 <i>Deuxième rapport du comité de suivi et d'évaluation de la loi Pacte, France Stratégie</i> , septembre 2021
Loi n° 2019-721 du 10 juillet 2019 relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires	<i>Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux violences éducatives</i> , ministère des Solidarités et de la Santé, août 2019
Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat	<i>Premier rapport du Comité d'évaluation du plan France Relance</i> , présidé par B. Cœuré, France Stratégie/IGF, octobre 2021 « Évaluation macroéconomique de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC2) avec le modèle ThreeME », G. Callonnec et R. Cancé, Document de travail, ministère de la Transition écologique, 2022

Lois de finances

Loi évaluée	Détail LF	Évaluation
Loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008	Crédit impôt recherche (article 69)	<p>« Les effets économiques de la réforme du Crédit d'Impôt Recherche de 2008 », <i>Trésor-éco</i>, n° 50, janvier 2009</p> <p>« L'impact macroéconomique de la réforme 2008 du crédit d'impôt recherche », P. Cahu, L. Demmou et E. Massé, <i>Revue économique</i>, vol. 61(2), mars 2010, p. 313-339</p> <p><i>Rapport d'information n° 493 fait au nom de la commission des finances sur le bilan de la réforme et l'évaluation de la politique du crédit d'impôt recherche</i>, par C. Gaudin, Sénat, mai 2010</p> <p><i>Évaluation d'impact de la réforme 2008 du crédit impôt recherche</i>, rapport de l'IPP, mars 2019</p> <p><i>L'impact du crédit d'impôt recherche</i>, rapport de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (France Stratégie), mars 2019</p> <p><i>L'impact du crédit d'impôt recherche</i>, rapport de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (France Stratégie), juin 2021</p> <p>« Évaluation de la réforme du Crédit d'Impôt Recherche de 2008 », C. Le Gall, W. Meignan et G. Roulleau, <i>Trésor-éco</i>, n° 290, septembre 2021</p>
Loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009	Prêt à taux zéro (articles 45 et 46)	<p>« Quels sont les effets du prêt à taux zéro sur les prix du foncier ? », K. E. Beaubrun-Diant et T.-P. Maury, EDHEC Business School – Pôle de Recherche en Économie, février 2015</p> <p>« Essai d'évaluation d'un effet du montant de l'aide sur les prix des logements acquis par des bénéficiaires du Prêt à Taux Zéro », O. Dupré et M. Saissi, Cerema – direction territoriale Nord-Picardie, 2017</p> <p>« Le prêt à taux zéro dans le neuf a-t-il un effet inflationniste ? », S. Ihmaïne, S. Snoussi et P. Souche, <i>Politiquedulogement.com</i>, avril 2017</p> <p><i>Évaluation du prêt à taux zéro (PTZ)</i>, rapport, IGF et CGEDD, octobre 2019</p> <p>« Efficacité économique et effets distributifs de long terme des politiques de rénovation énergétique des logements », L.-G. Giraudet, C. Bourgeois et P. Quirion, <i>Économie et Prévision</i>, n° 217, 2020, p. 43-63</p>
Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010	Contribution économique territoriale (article 2)	<p><i>Évaluation des effets de la réforme de la taxe professionnelle sur la fiscalité des collectivités locales et sur les entreprises</i>, rapport, IGF/IGA, mai 2010</p> <p><i>Rapport sur les conséquences de la réforme de la taxe professionnelle pour les collectivités locales, et préconisations d'amélioration, notamment au plan de la</i></p>

		<p><i>péréquation</i>, de F.-N. Buffet, O. Carre, A. Chatillon, M. Diefenbacher, C. Guene et M. Laffineur, juin 2010</p> <p><i>Rapport du gouvernement sur les conséquences de la réforme de la fiscalité directe locale induite par la suppression de la taxe professionnelle</i>, Gouvernement, novembre 2012</p> <p>« Impôts sur la production : quel impact sur la compétitivité ? Analyse de trois taxes sur données d'entreprises », C. Urvoy, <i>Focus</i>, n° 35, CAE, juin 2019</p> <p>« Les impôts sur (ou contre) la production », P. Martin et A. Trannoy, note du CAE, juin 2019</p>
Loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011	TVA à taux réduit (article 11)	<p><i>La taxe sur la valeur ajoutée. Les effets redistributifs de la taxe sur la valeur ajoutée</i>, B. Boutchenik, rapport particulier n° 2, Conseil des prélèvements obligatoires, avril 2015</p> <p>« La taxe sur la valeur ajoutée », CPO, décembre 2015</p> <p>« Efficacité économique et effets redistributifs de long terme des politiques de rénovation énergétique des logements », L.-G. Giraudet, C. Bourgeois et P. Quirion, <i>Économie et Prévision</i>, n° 217, 2020, p. 43-63</p>
Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012	Diverses mesures fiscales (création d'une contribution exceptionnelle sur les très hauts revenus et limitation du montant total des niches fiscales)	<p>« Les "très hauts" revenus : un effort contributif bien plus faible que la moyenne », p. Concialdi, <i>La Revue de l'Ires</i>, vol. 77(2), 2013, p. 79-105</p> <p>« Impact of a housing tax credit on local housing markets: evidence from France », G. Chapelle, B. Vignolles et C. Wolf, <i>Annals of Economics and Statistics/Annales d'économie et de statistique</i>, n° 130, juin 2018, p. 101-131</p>
	Taxe soda (article 46)	<p>« L'impact de la "taxe soda" sur les prix des boissons non alcoolisées. Une étude sur données microéconomiques » N. Berardi, p. Sevestre et A. Vigneron, document de travail n° 415 de la Banque de France, décembre 2012</p> <p><i>Rapport d'information n° 3868 par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la taxation des produits agroalimentaires</i>, par V. Louwagie et R. Hammadi, Assemblée nationale, juin 2016</p>
Loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012 (1 ^{re} loi de finances rectificative)	Taxe sur les transactions financières (article 5)	<p>« The impact of the French Tobin tax », L. Becchetti, M. Ferrari et U. Trenta, <i>Journal of Financial Stability</i>, vol. 15(C), décembre 2014, p. 127-148</p> <p>« Politically motivated taxes in financial markets: The case of the French financial transaction tax », S. Meyer, M. Wagener et C. Weinhardt, <i>Journal of Financial Services Research</i>, vol. 47(2), avril 2015, p. 177-202</p> <p>« Securities transaction tax and market quality: The case of France », P. Gomber, M. Haferkorn et K. Zimmermann,</p>

		<p><i>European Financial Management</i>, vol. 22(2), mars 2016, p. 313-337</p> <p>« The impact of the French securities transaction tax on market liquidity and volatility », G. Capelle-Blancard et O. Havrylchuk, <i>International Review of Financial Analysis</i>, vol. 47(C), octobre 2016, p. 166-178</p> <p>« Financial transaction taxes, market composition, and liquidity », J.-E. Colliard et P. Hoffman, <i>The Journal of Finance</i>, avril 2017</p> <p>« La taxe sur les transactions financières et sa gestion », Cour des comptes, juin 2017</p> <p>« La taxation des transactions financières : une vraie bonne idée », G. Capelle-Blancard, <i>Revue du Conseil scientifique</i>, AMF, n° 1, octobre 2017</p>
Loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012 (2 ^e loi de finances rectificative)	Suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires (article 3)	<p>« Faut-il de nouveau défiscaliser les heures supplémentaires ? », É. Heyer, article du blog de l'OFCE Sciences Po, janvier 2017</p> <p><i>Rapport n° 817 fait au nom de la Commission des affaires sociales sur la proposition de loi relative à l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires</i>, par J. Dive, mars 2018</p> <p><i>Rapport d'information déposé par la commission des affaires sociales en conclusion des travaux du Printemps social de l'évaluation</i>, Assemblée nationale, juin 2021</p>
Loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013	Crédit impôt innovation PME (article 55)	<p><i>L'impact du crédit d'impôt recherche</i>, rapport de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (France Stratégie), mars 2019</p> <p>« Évaluation du crédit d'impôt innovation : dynamique des bénéficiaires depuis son introduction », S. Bunel et B. Hadjibeyli, in <i>Les entreprises en France. Édition 2019</i>, coll. « Insee Références », décembre 2019</p> <p><i>L'impact du crédit d'impôt recherche</i>, rapport de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (France Stratégie), juin 2021</p>
Loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013	Diverses mesures fiscales sur les hauts revenus	« Évaluation de la mise au barème des revenus du capital : premiers résultats », M.-N. Lefebvre, E. Lehmann et M. Sicsic, CRED Working Paper, n° 2019-2, octobre 2019
Loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 (3 ^e loi de finances rectificatives)	CICE (article 24 bis)	<p><i>Rapport annuel du comité de suivi du CICE</i>, France Stratégie, 2013</p> <p><i>Rapport annuel du comité de suivi du CICE</i>, France Stratégie, 2014</p> <p><i>Rapport annuel du comité de suivi du CICE</i>, France Stratégie, 2015</p> <p><i>Rapport annuel du comité de suivi du CICE</i>, France Stratégie, 2016</p>

Rapport annuel du comité de suivi du CICE, France Stratégie, 2017

Rapport annuel du comité de suivi du CICE, France Stratégie, 2018

Rapport d'information n° 789 fait au nom de la commission des finances sur le profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), par M.-F. Beaufile, Sénat, juillet 2016

Évaluation interdisciplinaire des impacts du CICE en matière de compétitivité internationale, d'investissement, d'emploi, de résultat net des entreprises et de salaires, rapport du LIEPP de Sciences Po en réponse à l'appel à l'évaluation de France Stratégie, septembre 2016

L'impact du CICE sur la marge intensive des exportateurs, S. Guillou, R. Sampognaro, T. Treibich et L. Nesta, rapport d'évaluation pour France Stratégie, OFCE, septembre 2016

« L'effet du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sur les salaires de base », A. Goutte et F. Toutlemonde, Dares, Document d'études n° 203, janvier 2017

« An Assessment of the "Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi" and the "Pacte de responsabilité et solidarité" », M. Burgert, L. Granelli et H. Naudts, *Economic Brief*, n° 32, Commission européenne, décembre 2017

« Que nous apprennent les données de branches sur les premiers effets du CICE ? Évaluation pour la période 2014-2015 », B. Ducoudré, É. Heyer et M. Plane, *Économie et Prévision*, n° 211-212, 2017, p. 91-113

« Le CICE et ses conséquences, retour sur les conditions institutionnelles d'un échec », F. Bonneville et A. Dort, *Gestion et Finances publiques*, n° 2018/1, janvier-février 2018, p. 59-66

« Exports and labor costs: Evidence from a French policy », C. Malgouyres et T. Mayer, *Review of World Economics*, vol. 154(3), août 2018, p. 429-454

« Les effets du CICE : une évaluation *ex post* », F. Gilles, Y. L'Horty, F. Mihoubi et X. Yang, *Économie et Prévision*, n° 214, 2018, p. 1-36

« Le préfinancement du CICE et ses effets sur l'emploi : une évaluation *ex post* », H. Ben Hassine et C. Mathieu, *Économie et Prévision*, n° 214, 2018, p. 37-63

Évaluation du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Synthèse des travaux d'approfondissement, A. Naboulet, A. Baiz et G. Tabarly, France Stratégie, septembre 2020

		« Les politiques économiques ont contribué aux fortes créations d'emplois en France de 2016 à 2019 », P. Aldama, M. Cochard et J.-F. Ouvrard, <i>Le Bulletin de la Banque de France</i> , n° 231, octobre 2020
Loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014	PEA-PME (article 53)	<p><i>Rapport d'information n° 3063 par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'investissement productif de long terme</i>, par O. Carré et C. Caresche, Assemblée nationale, septembre 2015</p> <p><i>Premier rapport du comité de suivi et d'évaluation de la loi Pacte</i>, France Stratégie, septembre 2020</p> <p><i>Deuxième rapport du comité de suivi et d'évaluation de la loi Pacte</i>, France Stratégie, septembre 2021</p>
	Taxe carbone (article 20)	<p>« Une évaluation quantifiée de la "taxe carbone" française », S. Gloriant, <i>Informations et Débats</i>, n° 57, octobre 2018</p> <p>« Projet de loi de finances 2019 : taxe carbone, l'heure de vérité », C. de Perthuis et A. Faure, Policy Brief n° 2018-4, Chaire Économie et Climat de l'université Paris-Dauphine, novembre 2018</p> <p><i>La valeur de l'action pour le climat. Une valeur tutélaire du carbone pour évaluer les investissements</i>, rapport de la commission présidée par A. Quinet, France Stratégie, février 2019</p> <p>« Pour le climat : une taxe juste, pas juste une taxe », D. Bureau, F. Henriot et K. Schubert, <i>Les notes du Conseil d'analyse économique</i>, n° 50, mars 2019</p> <p><i>La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique</i>, Conseil des prélèvements obligatoires, rapport, septembre 2019</p> <p><i>La fiscalité carbone aux frontières et ses effets redistributifs. Étude des effets redistributifs sur les revenus des ménages français d'une taxe carbone aux frontières</i>, Ademe/OFCE, rapport, janvier 2020</p> <p>« Les effets conjugués des prix de l'énergie et de la taxe carbone sur la performance économique et environnementale des entreprises françaises du secteur manufacturier », D. Dussaux, OECD Environment Working Papers, n° 154, janvier 2020</p> <p>« Efficacité économique et effets redistributifs de long terme des politiques de rénovation énergétique des logements », L.-G. Giraudet, C. Bourgeois et P. Quirion, <i>Économie et Prévision</i>, n° 217, 2020, p. 43-63</p>
Loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances	Taxe d'apprentissage	<i>Conséquences financières de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle</i> , B. Drolez, A. Laurent, R. Pélissier, p. Gudengin, C. Hemous, F. Lavenir et S. Sauneron, IGF/IGAS, avril 2020

rectificative pour 2013	(article 60 – article 27 PFL)	<i>Les incidences de la réforme de la taxe d'apprentissage sur les établissements d'enseignement supérieur culture</i> , G. Amsellem et N. Phoyu-Yedid, IGAC, septembre 2020
Loi n° 2014-892 du 8 août 2014 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014	Pacte de responsabilité (articles 1 et 2)	« Analyse des conséquences économiques du Pacte de responsabilité et de solidarité », Fondation IFRAP, 2014 « An Assessment of the “Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi” and the “Pacte de responsabilité et solidarité” », M. Burgert, L. Granelli et H. Naudts, <i>Economic Brief</i> , n° 32, Commission européenne, décembre 2017 <i>Coût du travail et exportations. Analyses sur données d'entreprises</i> , C. Malgouyres, rapport de l'IPP, n° 20, janvier 2019 « Les politiques économiques ont contribué aux fortes créations d'emplois en France de 2016 à 2019 », P. Aldama, M. Cochard et J.-F. Ouvrard, <i>Le Bulletin de la Banque de France</i> , n° 231, octobre 2020
Loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015	Modulation allocations familiales en fonction du revenu (article 85)	« Redistribution : les effets des prestations sociales sur le niveau de vie des ménages les plus modestes », A. Loubet et S. Fredon, Drees, <i>Études et Résultats</i> , n° 1028, 2017 <i>Rapport d'information n° 3168 par la mission d'information sur l'adaptation de la politique familiale française aux défis de la société du xx^e siècle</i> , par S. Viry et N. Élimas, Assemblée nationale, juillet 2020
Loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014	Prime d'activité (article 15)	« Les effets redistributifs de la prime d'activité et l'impact du non-recours », A. Favrat, V. Lignon et V. Reduron, <i>Revue des politiques sociales et familiales</i> , vol. 121(1), 2015, p. 27-41 <i>Rapport d'évaluation de la prime d'activité</i> , Drees/CNAF pour la DGCS, 2017 « Prime d'activité : quelle efficacité redistributive et incitative ? », G. Allègre et B. Ducoudré, OFCE, Policy Brief, n° 37, 2018
Loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015	Pinel (article 5)	« Les dépenses fiscales en faveur de l'investissement locatif des ménages », Cour des comptes, avril 2018 <i>Évaluation du dispositif d'aide fiscale à l'investissement locatif Pinel</i> , F.-X. Deniau, D. Krieff, C. Maréchal-Dereu, É. Apers, L. Bégassat et A. Guillou, IGF/CGEDD, novembre 2019 <i>Étude d'évaluation des dispositifs fiscaux incitatifs soutenant l'investissement dans l'immobilier locatif neuf</i> , PrimeView Independant Research, 2019 <i>Rapport évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements</i> , Gouvernement, Annexe au PLF 2021 <i>Étude d'impact du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE)</i> , S. Domergue et B. Vermont, CGDD, novembre 2018

	Crédit d'impôt pour la transition énergétique (article 3)	« Efficacité économique et effets distributifs de long terme des politiques de rénovation énergétique des logements », L.-G. Giraudet, C. Bourgeois et P. Quirion, <i>Économie et Prévision</i> , n° 217, 2020, p. 43-63
Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016	Protection maladie universelle (article 59)	« Politique économique et politique de santé », P.-L. Bras, <i>Les Tribunes de la santé</i> , 2016/4 (n° 53), 2016, p. 73-86 « Protection universelle maladie : bilan d'étape de la réforme de 2016 », D. Le Bayon et J. Pougheon, <i>Les Tribunes de la santé</i> , 2020/3 (n° 65), 2020, p. 69-77
Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	Prélèvement à la source (article 60)	« Audit sur les conditions de mise en œuvre du prélèvement à la source », M. Fuzeau, L. Ruat, R. Tardivo et V. Blonde, rapport n° 2017-M-046 de l'IGF, septembre 2017 <i>Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, t. I, Bilan de la phase pilote. Rapport du Gouvernement au Parlement en application de l'article 10 de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017</i> , Gouvernement, 2017 « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et année de transition : quel impact pour les finances publiques et l'équité fiscale ? » G. Le Garrec et V. Touzé, OFCE Working Paper, n° 20, 2018
Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	Taxe d'habitation (article 5 LF – article 3 PLF)	<i>Rapport d'information n° 1258 fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation en conclusion des travaux du groupe de travail sur le suivi des travaux de la mission confiée par le Premier ministre à MM. Alain Richard et Dominique Bur sur les relations financières État-collectivités territoriales et la refonte de la fiscalité locale</i> , par C. de Courson et J.-P. Mattei, Assemblée nationale septembre 2018 <i>Suppression de la taxe d'habitation et réallocation de la fiscalité locale</i> , B. Favre, rapport de l'IPP, n° 27, 2020
	Mesures portant sur la fiscalité du capital (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, impôt sur la fortune immobilière, baisse de l'impôt sur les sociétés de 33 % à 25 %)	<i>Évaluation d'impact de la fiscalité des dividendes</i> , L. Bach, A. Bozio, B. Fabre, A. Guillouzouic, C. Leroy et C. Malgouyres, rapport de l'IPP, n° 26, octobre 2019 « Quelles leçons tirer des réformes de la fiscalité des revenus du capital ? », L. Bach, A. Bozio, B. Fabre, A. Guillouzouic, C. Leroy et C. Malgouyres, <i>Les notes de l'IPP</i> , n° 46, octobre 2019 <i>Rapport d'information n° 42 fait au nom de la commission des finances sur l'évaluation de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et de la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU)</i> , par V. Éblé et A. de Montgolfier, t. I, Sénat, octobre 2019 <i>Rapport du Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital</i> , France Stratégie, octobre 2019

		<p><i>Impact de l'ISF sur le tissu productif</i>, L. Bach, A. Bozio, A. Guillouzouic, et C. Malgouyres, rapport intermédiaire de l'IPP, août 2020</p> <p><i>Rapport du Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital</i>, France Stratégie, octobre 2020</p> <p><i>Évaluation de la mise en place du prélèvement forfaitaire unique</i>, M.-N. Lefebvre, É. Lehmann, M. Sicsic et E. Zanoutene, rapport du CRED (TEPP), septembre 2021</p> <p>« Impacts of the 2018 Household Capital Tax Reforms on Inequalities in France: A Microsimulation Evaluation », F. Paquier et M. Sicsic, <i>Économie et Statistique/Economics and Statistics</i>, n° 530-531, septembre 2021</p> <p><i>Évaluer les effets de l'impôt sur la fortune et de sa suppression sur le tissu productif</i>, L. Bach, A. Bozio, B. Fabre, A. Guillouzouic, et C. Malgouyres, rapport de l'IPP, n° 36, octobre 2021</p> <p><i>Rapport du Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital</i>, France Stratégie, octobre 2021</p>
Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	« Ma prime rénovation » (article 15)	<p>« Le déploiement par l'ANAH du dispositif "MaPrimeRénov" : premiers enseignements », Cour des comptes, <i>Audit Flash</i>, septembre 2021</p> <p><i>Premier rapport du Comité d'évaluation du plan France Relance</i>, présidé par B. Cœuré, France Stratégie/IGF, octobre 2021, chapitre 4 « Le dispositif MaPrimeRénov' », p. 151-192</p>
Loi du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 (1 ^{re} loi de finances rectificatives)	Loi d'urgence covid (article 15)	<p><i>Rapport d'étape du Comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de Covid-19</i>, France Stratégie, avril 2021</p> <p><i>Rapport final du Comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de Covid-19</i>, France Stratégie, juillet 2021</p> <p>« Une stratégie économique face à la crise », P. Martina, J. Pisani-Ferry et X. Ragot, <i>Les notes du Conseil d'analyse économique</i>, n° 57, juillet 2020</p> <p>« Les défaillances d'entreprises dans la crise Covid-19 : zombification ou mise en hibernation ? », M. Cros, A. Épaulard et P. Martin, France Stratégie, décembre 2020</p> <p>« La situation financière des PME/TPE en août 2021 au vu de leurs comptes bancaires », A. Epaulard, É. Fize, T. Le Calvé, P. Martin, H. Paris, K. Parra Ramirez et D. Sraer, <i>Focus</i>, n° 65, CAE, septembre 2021</p>

Lois non évaluées *ex post* (hors lois de finances)

Loi n° 2008-66 du 21 janvier 2008 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

Loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat

Loi n° 2008-350 du 16 avril 2008 relative à l'extension du chèque emploi associatif

Loi n° 2008-518 du 3 juin 2008 relative aux opérations spatiales

Loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile

Loi n° 2008-595 du 25 juin 2008 relative aux organismes génétiquement modifiés

Loi n° 2008-650 du 3 juillet 2008 relative à la lutte contre le trafic de produits dopants

Loi n° 2008-758 du 1^{er} août 2008 relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

Loi n° 2008-1187 du 14 novembre 2008 relative au statut des témoins devant les commissions d'enquête parlementaires

Loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail

Loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire

Loi n° 2008-1545 du 31 décembre 2008 pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse

Loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques

Loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique

Loi n° 2009-974 du 10 août 2009 réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires

Loi n° 2009-1255 du 19 octobre 2009 tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers

Loi n° 2009-1311 du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet

Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie

Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports

Loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique

Loi n° 2010-209 du 2 mars 2010 visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie

Loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

Loi n° 2010-242 du 10 mars 2010 tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale

Loi n° 2010-499 du 18 mai 2010 visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement

Loi n° 2010-607 du 7 juin 2010 autorisant les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé

Loi n° 2010-658 du 15 juin 2010 relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée

Loi n° 2010-729 du 30 juin 2010 tendant à suspendre la commercialisation de biberons produits à base de bisphénol A

Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

Loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services

Loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche

Loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire

Loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public

Loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière

Loi n° 2010-1536 du 13 décembre 2010 relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire

Loi n° 2011-140 du 3 février 2011 tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques

Loi n° 2011-392 du 14 avril 2011 relative à la garde à vue

Loi n° 2011-412 du 14 avril 2011 portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique

Loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité

Loi n° 2011-852 du 20 juillet 2011 relative à la régulation du système de distribution de la presse

Loi n° 2011-867 du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la médecine du travail

Loi n° 2011-1843 du 8 décembre 2011 relative aux certificats d'obtention végétale

Loi n° 2011-1940 du 26 décembre 2011 visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants

Loi n° 2011-2012 du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé

Loi n° 2012-158 du 1er février 2012 visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs

Loi n° 2012-300 du 5 mars 2012 relative aux recherches impliquant la personne humaine

Loi n° 2012-301 du 5 mars 2012 relative au suivi des enfants en danger par la transmission des informations

Loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif

Loi n° 2012-325 du 7 mars 2012 portant diverses dispositions d'ordre cynégétique

Loi n° 2012-346 du 12 mars 2012 relative aux mesures conservatoires en matière de procédures de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et aux biens qui en font l'objet

Loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique

Loi n° 2012-348 du 12 mars 2012 tendant à faciliter l'organisation des manifestations sportives et culturelles

Loi n° 2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire

Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives

Loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte

Loi n° 2013-343 du 24 avril 2013 renforçant l'information des voyageurs lors de la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne

Loi n° 2013-344 du 24 avril 2013 relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers

Loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe

Loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale

Loi n° 2013-561 du 28 juin 2013 portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement

Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche

Loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires

Loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière

Loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national

Loi n° 2014-126 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen

Loi n° 2014-172 du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections

Loi n° 2014-237 du 27 février 2014 harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne

Loi n° 2014-315 du 11 mars 2014 renforçant la lutte contre la contrefaçon

Loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation

Loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade

Loi n° 2014-567 du 2 juin 2014 relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié

Loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence

Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises

Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires

Loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale

Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie réelle et solidaire

Loi n° 2014-877 du 4 août 2014 facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public

Loi n° 2014-1104 du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur

Loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives

Loi n° 2015-294 du 17 mars 2015 visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire

Loi n° 2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement

Loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques

Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi

Loi n° 2015-1402 du 5 novembre 2015 tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé

Loi n° 2015-1703 du 21 décembre 2015 visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale

Loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public

Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant

Loi n° 2016-340 du 22 mars 2016 relative à la protection des forêts contre l'incendie

Loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires

Loi n° 2016-564 du 10 mai 2016 renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme

Loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue

Loi n° 2016-819 du 21 juin 2016 réformant le système de répression des abus de marché

Loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale

Loi n° 2016-1428 du 24 octobre 2016 relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils

Loi n° 2016-1524 du 14 novembre 2016 visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias

Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle

Loi n° 2016-1771 du 20 décembre 2016 relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique

Loi n° 2016-1920 du 29 décembre 2016 relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes

Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté

Loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale

Loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats

Loi n° 2017-348 du 20 mars 2017 relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle

Loi n° 2018-84 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap parue au JO n° 0037 du 14 février 2018

Loi n° 2018-266 du 13 avril 2018 visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture et de contrôle des établissements privés hors contrat

Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles

Loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire

Loi n° 2018-527 du 28 juin 2018 relative au défibrillateur cardiaque

Loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires

Loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique

Loi n° 2018-698 du 3 août 2018 relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire

Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance

Loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie

Loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude

Loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites

Loi n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales

Loi n° 2019-72 du 5 février 2019 visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie

Loi n° 2019-290 du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations

Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales

Loi n° 2019-469 du 20 mai 2019 pour la protection foncière des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale

Loi n° 2019-485 du 22 mai 2019 visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants

Loi n° 2019-733 du 14 juillet 2019 relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé

Loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés

Loi n° 2019-775 du 24 juillet 2019 tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse

Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé

Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance

Loi n° 2019-809 du 1^{er} août 2019 visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires

Loi n° 2019-810 du 1^{er} août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique parue au JO n° 0182 du 7 août 2019

Loi n° 2019-1063 du 18 octobre 2019 relative à la modernisation de la distribution de la presse

Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Loi n° 2019-1480 du 28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille

Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

Loi n° 2020-220 du 6 mars 2020 visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap

Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (suivies des trois lois suivantes : loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ; loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ; loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire)

Loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant

Loi n° 2020-699 du 10 juin 2020 relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires

Loi n° 2020-766 du 24 juin 2020 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet

Loi n° 2020-833 du 2 juillet 2020 relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions

Loi n° 2020-840 du 3 juillet 2020 visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent

Loi n° 2020-839 du 3 juillet 2020 visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer

Loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux

Loi n° 2020-936 du 30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violences conjugales

Loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie

Loi n° 2020-1023 du 10 août 2020 instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine

Loi n° 2020-1266 du 19 octobre 2020 visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne

Loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique

Loi n° 2020-1578 du 14 décembre 2020 relative aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières

Loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020 relative au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée

Lois de finances non évaluées *ex post*

Loi de finances	Détail LF
Loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 (1 ^{re} loi de finances rectificative) (articles 1, 17 et 18)	Diverses mesures fiscales (Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune, création d'une taxe sur les résidences secondaires des non-résidents, création de l' <i>exit tax</i>)
Loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012 (article 1)	TVA sociale
Loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012 (2 ^e loi de finances rectificative) (article 1)	Abrogation TVA sociale
Loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 (articles 9 et 18)	Mesures fiscales dont contribution exceptionnelle de solidarité
Loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 (articles 9 et 18)	Mesures fiscales Instauration d'une taxe exceptionnelle de solidarité pour 2013 et 2014 à la charge des entreprises et réforme des plus-values immobilières
Loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 (article 51)	Innovations organisationnelles pour la transformation du système de santé
Loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 (article 7)	Défiscalisation des heures supplémentaires
Loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 (article 8)	Transformation du CICE